

Option Finance

www.optionfinance.fr

Les Rencontres du financement de l'économie

3^e édition



Groupe GTI



Créancio
C'est réglé d'avance



Invest Securities
Société de Bourse

ALLEN & OVERY



BANQUE HOTTINGUER
CORPORATE FINANCE



BNP PARIBAS
FACTOR

kyriba



CORPORATE FINANCE

panodat
placements & financements



SCOPE
Scope
Ratings

NOVAFI
PORTAL DE LA NOUVELLE FINANCE



CHAMPAGNE
Laurent-Perrier
MAISON FONDÉE
1812



ASSOCIATION NATIONALE
DES DIRECTEURS FINANCIERS
ET DE CONTRÔLE DE GESTION



FÉDÉRATION
BANCAIRE
FRANÇAISE

afte | Association Française des
Trésoriers d'Entreprise



AFDC
ASSOCIATION DES CRÉDIT MANAGERS

[enderby]



REBUS-BANQUE
fr

VERNIMMEN.NET

Option
DROIT & AFFAIRES

DOSSIER SPÉCIAL

3^e Rencontres du financement et de l'économie

Les 3^e Rencontres du Financement de l'économie organisées par Option Finance, ont été l'occasion d'aborder deux thématiques très actuelles : l'impact croissant de la révolution digitale sur les services financiers destinés aux entreprises ainsi que les conséquences d'un environnement de taux négatifs sur les produits de dette et de placement. Le troisième axe principal des débats a concerné la problématique particulière des PME, fragilisées par l'allongement des délais de paiement.



RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DES BANQUES, NOUVEAUX ENTRANTS, NOUVEAUX SERVICES : QUEL IMPACT SUR LA RELATION BANQUE-ENTREPRISE ?



Avec (en photo de gauche à droite) : David Guyot, associé fondateur, Pandat, Alain Clot, président, France Fintech, Fabrice Gourgeonnet, directeur adjoint du développement, Caisse d'Épargne, groupe BPCE, Olivier Casanova, chief financial officer, Tereos

Animée par : Valérie Nau, rédactrice en chef, Option Finance

La stratégie des banques bousculée par l'explosion des FinTech

L'évolution rapide des nouvelles technologies amène les acteurs bancaires traditionnels à repenser leur stratégie globale. Si les entreprises ont, plus que jamais, besoin de conseils et d'accompagnement personnalisé, elles sont également à la recherche d'innovation et de tarifs compétitifs.



Le développement des FinTech bouscule la stratégie des établissements bancaires. Selon une étude réalisée par le cabinet McKinsey, la concurrence des FinTech et des GAFAs pourrait induire, d'ici 2025, une baisse de revenus de 10 à 40 % pour les acteurs bancaires. A cette première évolution s'ajoutent

les inquiétudes des dirigeants d'entreprises. «La relation des dirigeants d'entreprises aux banques s'est profondément modifiée au cours des dernières années à la suite de la crise financière qui a engendré une perte de confiance, explique David Guyot, associé fondateur de Pandat. Certaines entreprises ont claire-

ment affiché leur volonté de ne plus être dépendantes d'un seul et unique acteur bancaire et se sont alors tournées vers la désintermédiation.»

Face à cette évolution, les banques traditionnelles ont amorcé leur mutation digitale. «La transformation a d'abord porté sur notre clientèle de particuliers puis sur notre clientèle entreprise ; les nouveaux outils digitaux nous permettent de créer de la valeur ajoutée, par exemple, en réduisant les délais d'accord pour la mise en place de nouvelles lignes de crédits de trésorerie», détaille Fabrice Gourgeonnet, directeur adjoint du développement de Caisse d'Épargne, groupe BPCE. «Il n'y a aucune raison d'opposer les modèles : si celui proposé par les FinTech complète celui des banques, il faut alors l'intégrer dans nos services», précise-t-il.

D'ailleurs, en la matière, les établissements bancaires français n'ont pas à rougir de la progression de la digitalisation de leurs services. «Les applications des banques françaises comptent parmi les meilleures, constate Alain Clot, président de France Fintech. Il ne faut pas oublier que la France est le pays qui a

inventé la consommation de services financiers à distance.» Par ailleurs, les dirigeants de PME et ETI semblent être attachés aux services délivrés par les acteurs bancaires traditionnels. «Nous, entrepreneurs, avons besoin de sécurité et de confiance, explique Olivier Casanova, CFO du groupe Thereos. Nous avons besoin de partenaires bancaires forts et les FinTech ne peuvent pas se substituer aux banques. Nous sommes également à la recherche de disponibilité et de tarifs compétitifs.» En ce sens, la progression des acteurs du digital dans le secteur va induire de nouveaux modèles pour les établissements bancaires. «La distribution va être largement bousculée par le développement des FinTech et des GAFAs, prévient Alain Clot. L'open data et les objets connectés constituent également de nouveaux leviers de développement. Pour faire face, les établissements bancaires doivent capitaliser sur leur savoir-faire et leurs valeurs éternelles, telles que la gestion et l'analyse de risque, mais aussi le conseil. Les acteurs doivent travailler ensemble à la création d'une filière d'excellence française.» ■



FINANCEMENT : COMMENT BÉNÉFICIER D'UN ENVIRONNEMENT DE TAUX NÉGATIFS ?



Avec (en photo de gauche à droite) : Alain Martinez, directeur financier, Ubisoft, Philippe Bassouls, associé, Banque Hottinguer, François Verrodde, directeur général, ASAP Groupe Auchan, Fabrice Faure-Dauphin, associé, Allen & Overy, Richard Weiss, président, Groupe GTI, Michel Abaza, trésorier Groupe, Safran, Jean-Michel Gault, directeur général délégué, Klepierre

Animée par : Franck Moulins, directeur, Enderby

L'émergence de solutions de financement alternatives pour les PME

Avec des taux durablement orientés à la baisse, les entreprises peuvent aujourd'hui se financer à bas coût. Reste que cette tendance ne s'applique pas à l'ensemble des acteurs de l'économie, les plus petites structures peinant encore à trouver de nouvelles lignes de crédit. Face à cette situation, des financements alternatifs émergent.

Les taux d'intérêt durablement orientés à la baisse ont des conséquences directes sur le financement des entreprises. «La crise a été le déclencheur d'un véritable mouvement de fond : celui de la désintermédiation, constate Philippe Bassouls, associé de la Banque Hottinguer. Au travers de fonds dédiés, une nouvelle catégorie d'intermédiaires s'est créée, permettant d'of-

frir aux dirigeants d'entreprise une nouvelle palette de financements. Ce mouvement est aujourd'hui en phase d'accélération avec la naissance de fonds de seconde génération. De fait, des entreprises générant 20 millions d'euros d'Ebitda ont à présent accès aux placements privés.» Pour Fabrice Faure-Dauphin, associé chez Allen & Overy, «il n'y a pas de concurrence directe



entre le monde bancaire et les fonds de dette, car ces deux acteurs n'opèrent pas sur les mêmes marchés : il y a donc complémentarité. Les grandes entreprises bénéficient à présent largement du contexte de taux bas. «Un de nos partenaires bancaires nous a demandé d'être émetteur négatif, témoigne Michel Abaza, trésorier de Groupe Safran. Cela rend service à la banque et permet de diminuer le coût de notre dette. La qualité de crédit de notre établissement nous offre de belles opportunités. Pour autant, faire du recyclage financier n'est pas le métier de Safran.» Un modèle qui semble donc atteindre ses limites. «Notre groupe totalise 22 milliards d'euros d'actifs, avance Jean-Michel Gault, directeur général délégué chez Klepierre. Nous structurons notre dette de façon longue et profitons de l'environnement de taux négatifs. Pour autant, notre cœur de métier n'est pas de "spielen" avec notre bilan.» A cela s'ajoutent d'autres problématiques qui touchent plus particulièrement les PME et ETI. «Le contexte de taux négatifs ne profite qu'aux banques et aux grandes entreprises ; les plus petites structures

ont, pour leur part, toujours du mal à se financer», met en garde Richard Weiss, président de Groupe GTI. «Il faut bien avoir à l'esprit que tout le monde n'a pas accès aux taux négatifs, ni même à la syndication, souligne également Alain Martinez, directeur financier chez Ubisoft. Nous pouvons néanmoins profiter de taux faibles qui nous permettent de prendre des positions sur le long terme.» Dans ce contexte, de nouvelles initiatives voient le jour. «ASAP est la structure du groupe Auchan qui a été créée afin de répondre aux besoins des fournisseurs qui, depuis 2009, peinent à accéder au crédit. Avec les solutions que nous proposons, les PME peuvent choisir d'obtenir un financement au moment où elles le souhaitent», détaille François Verrodde, directeur général, ASAP Groupe Auchan. Une initiative saluée par les experts du monde bancaire. «Il existe aujourd'hui différents mondes parallèles pour les entreprises. L'expérience d'ASAP fait partie des financements alternatifs et permet de transférer le risque de la PME fournisseur à la grande entreprise cliente», conclut Philippe Bassouls. ■

CRÉDIT INTERENTREPRISES : NOUVELLES PISTES POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS DE PAIEMENT

La réduction des délais de paiement, vitale pour la solidité des PME



Avec (en photo de gauche à droite) **Eric Scherer**, credit manager, Hachette, **Bozana Douriez**, directrice générale, BNP Paribas Factor, **Christophe Ferrié**, credit manager, Syngenta, **Pierre Pelouzet**, médiateur des entreprises, **Jean-Philippe Carrascosa**, directeur pilotage corporate & financements, Icade

Animé par **Pascal Quiry**, professeur HEC, co-auteur du Vernimmen

«Alors que les indicateurs sont dans le vert, il est très compliqué de renégocier les lignes de crédit, constate Eric Scherer, credit manager chez Hachette. Il y a actuellement une perte de la connaissance client au sein des établissements bancaires.» Un constat également partagé par Christophe Ferrié, credit manager de Syngenta : «80 % de nos clients sont des petites entreprises et je note que les banques financent davantage les sociétés cotées dotées d'un rating ou d'une cotation Banque de France. Le renforcement des mesures prudentielles nous oblige par ailleurs de plus en plus à prévoir le risque.» Un contexte difficile pour les petites structures également constaté par Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises : «Depuis 2008, la situation de trésorerie des petites entreprises est fragile.

Cette fragilité est exacerbée par les retards de paiement.» Face à ces difficultés, l'affacturage se développe. «Le secteur de l'affacturage progresse de 10 % par an, affirme Bozana Douriez, directrice générale de BNP Paribas Factor. Notre rôle est d'accompagner les clients à des moments clés, notamment auprès des entreprises dont l'activité est soumise à une forte saisonnalité.» Autre solution, le développement de solutions de financements interentreprises. «Donner la possibilité aux entreprises de pouvoir répartir la trésorerie entre clients et fournisseurs est essentiel», souligne Jean-Philippe Carrascosa, directeur pilotage corporate et financements d'ICADE, avant de préciser : «Nous sommes aujourd'hui dans l'attente des modalités du décret Macron.» ■

TITRISATION D'ACTIFS : SOURCE PÉRENNE DE FINANCEMENT

Titrisation d'actifs : dans quelles conditions ?



Avec (en photo de gauche à droite) **Alexandre Perrin**, group financing director, Fraikin, **Philippe Giraud**, relations investisseurs, Groupe GTI, **Guillaume Jolivet**, managing director, financements structurés, Scope Ratings

Animé par **Emmanuel Fenet**, directeur des événements, Option Finance

En France, la titrisation se développe depuis une vingtaine d'années. Depuis quelque temps, le phénomène s'intensifie, porté par une demande forte de la part d'investisseurs en recherche de rendements. Pour Philippe Giraud, relations investisseurs, Groupe GTI, «la titrisation sort tout juste de son purgatoire après avoir été largement décriée lors de la crise financière. Nous assistons aujourd'hui à un retour progressif des investisseurs sur ces opérations du fait des rendements qu'elles peuvent offrir. Par ailleurs, la question du manque de liquidité n'est plus forcément un frein à condition que celui-ci soit bien rémunéré.» Du côté de la typologie des actifs, «il est aujourd'hui tout à fait possible de structurer toute sorte d'actifs à condition d'utiliser la bonne structure», explique Guillaume Jolivet, Managing

Director, financements structurés, Scope Ratings qui prévient : «Au-delà de la performance des actifs, il est essentiel d'avoir une adéquation entre un certain type d'actif et la structure le porte.» Fraikin est un groupe spécialisé dans la location de véhicules industriels qui titrise son activité depuis une dizaine d'années «historiquement, la titrisation chez Fraikin a été mise en place pour refinancer une partie de la dette LBO du groupe. Nous en sommes aujourd'hui au quatrième refinancement», explique Alexandre Perrin, Group Financing Director, Fraikin, avant de détailler : «Nous étudions chaque fois les différentes fenêtres pouvant s'offrir à une PME cherchant à financer un milliard d'euros sur une qualité d'entreprise française. Il apparaît que seules les opérations très structurées le permettent.» ■

FINANCEMENTS DÉSINTERMÉDIÉS ET BOURSE POUR LES ETI/PME

Entrée en Bourse des ETI/PME : des procédures de plus en plus simplifiées



Avec (en photo de gauche à droite) : **Jean-Emmanuel Vernay**, directeur général, Invest Securities, **Eric Forest**, président-directeur général, Enternext, **Gilles Labossière**, directeur financier, Parrot, **Nadine Veldung**, associé-gérant, Oddo Corporate Finance, **Christophe Liaudon**, trésorier groupe, groupe Neopost

Animé par **Alexandre Rajbhandari**, journaliste, Option Finance

«Depuis trois ans, nous constatons une progression constante du nombre d'entrées en Bourse de PME et d'ETI, explique Eric Forest, président-directeur général d'Enternext, depuis 2008, le changement de tendance est réel, avec une véritable dynamique autour des valeurs moyennes.» Reste que «pour les ETI et PME, la Bourse apparaît souvent comme un processus compliqué, explique Jean-Emmanuel Vernay, directeur général, Invest Securities, cependant, en France, certaines procédures ont été allégées et simplifiées pour cette typologie d'entreprises.» Le groupe Parrot a pour sa part fait le choix des marchés financiers : «Entrer en Bourse a pour nous été le moyen de désengager nos investisseurs de la première heure et de nous refinancer. La Bourse offre également une visibilité au groupe,

donnant accès à de grandes entreprises mondiales», explique Gilles Labossière, directeur financier, Parrot. Autre phénomène notable : la progression des financements désintermédiés : «Il faut bien avoir à l'esprit qu'en France, depuis 2009, les encours nets de crédits bancaires ont augmenté de 30 milliards d'euros, tandis que les encours obligataires ont progressé de 224 milliards d'euros», précise Nadine Veldung, associé-gérant, Oddo Corporate Finance. De fait, de nombreuses petites entreprises ont fait appel à ce type de financement, à l'instar du groupe Neopost : «L'un des intérêts de la désintermédiation est d'offrir aux entreprises une plus large palette d'outils de leurs moyens de financements. Par ailleurs, cet exercice a un aspect très structurant pour l'entreprise», conclut Christophe Liaudon, trésorier du groupe. ■

TRESORERIE ET CASH MANAGEMENT :
LES SOLUTIONS FINANCIERES ET
OPERATIONNELLES

La gestion de trésorerie, un enjeu crucial pour toutes les entreprises



Avec (en photo de gauche à droite) : **Benjamin Madjar**, directeur, working capital advisory Emea, Deutsche Bank, **Ariane Cessenat**, directeur administratif et financier, Fruidor - Ugpan, **Emmanuel Quentin**, vice-président product marketing, Kyriba

Animé par **Arnaud Lefebvre**, chef de rubrique, Option Finance

La gestion de la trésorerie est aujourd'hui un enjeu fondamental pour les entreprises, quelle que soit leur taille. Ariane Cessenat est directeur administratif et financier de Fruidor, Ugpan. Avec une activité soumise à la saisonnalité et aux effets de change, elle a mis en place différentes solutions de gestion de trésorerie : «L'analyse historique est à mon sens essentielle. Elle permet de mieux se projeter dans le futur. Nous faisons une extraction de tous les comptes de bilan impactés par le journal de banque et nous réalisons des audits afin d'observer les décaissements», détaille-t-elle. Afin d'accompagner les entreprises dans la gestion de leur trésorerie, les solutions financières et opérationnelles évoluent, mettant à disposition des directeurs financiers de nouveaux outils. «Mon rôle est d'accompagner les entreprises afin de trouver des

solutions de financements adaptées», explique Benjamin Madjar, directeur, working capital advisory EMEA, Deutsche Bank, qui précise «au niveau des grands groupes, la tendance est à la déconsolidation. Le développement des nouvelles technologies amène par ailleurs de nouveaux outils qui vont permettre de gagner en efficacité tout au long de la supply-chain.» Emmanuel Quentin est vice-président product marketing de Kyriba, spécialiste des solutions de gestion de trésorerie : «Pour accompagner les entreprises, il faut être à même de leur proposer des solutions modulables au plus proche de leurs problématiques. Les dirigeants d'entreprises sont, par exemple, de plus en plus préoccupés par des questions de sécurité et de lutte contre la fraude, d'où l'importance d'opérer sur des plateformes sécurisées.» ■

FINTECHS : QUELLES DISRUPTIONS
DANS L'UNIVERS DES
FINANCEMENTS ?

FinTechs : un secteur en très forte progression



Avec (en photo de gauche à droite) : **Grégoire Colombet**, analyste, Novafi, **Olivier Goy**, founder & CEO, Lendix, **Fabrice Pesin**, médiateur national du crédit, **Antoine d'Ornellas**, chargé d'affaires, Créancio

Animé par **Guillaume Clément**, journaliste, Option Finance

En France, les FinTech se développent rapidement et viennent offrir de nouveaux outils aux entreprises en recherche de financements. Grâce à ces nouveaux entrants, «le spectre des acteurs financés est aujourd'hui élargi. Le crowdequity permet aux start-up de trouver des alternatives aux banques et aux fonds de capital risque. Les associations, les porteurs de projet et les entreprises de l'ESS ont par ce biais plus facilement accès au financement», explique Grégoire Colombet, analyste chez Novafi. Reste que ces nouveaux outils en sont encore à leurs balbutiements : «Notre métier était impossible en France jusqu'en octobre 2014, pour cause de monopole bancaire. Depuis cette date, une brèche s'est ouverte, du fait de l'évolution de la réglementation», explique Olivier Goy, founder & CEO de Lendix, plate-forme de prêts aux PME, qui poursuit : «Les banques nous regardent

encore avec dédain, car les volumes sont petits, néanmoins, elles se montrent concernées par la très forte progression du secteur». En effet, les nouveaux outils proposés par les FinTech séduisent : «Ce qu'offrent les Fintech, contrairement aux banques, c'est la rapidité. Un prospect chez Créancio met en moyenne 5 jours pour devenir client. Il lui faut ensuite seulement 24 heures pour obtenir les fonds», ajoute Antoine d'Ornellas, chargé d'affaires, Créancio. Ainsi, même au sein de la médiation du crédit, le développement des FinTech est bien perçu : «Nous constatons qu'il y a aujourd'hui un vrai sujet de gestion financière de l'entreprise au niveau des petites structures», explique Fabrice Pesin, médiateur national du crédit aux entreprises qui ajoute : «les outils développés par les FinTech peuvent apporter de vraies réponses, voire même éviter des défaillances liées à un mauvais pilotage.» ■

REMISE DE PRIX

Parrot, Le Noble Age et Guerbet remportent les prix du financement de l'économie



Avec (de gauche à droite et de haut en bas) : **Valérie Nau**, rédactrice en chef, Option Finance, **Arnaud Lefebvre**, chef de rubrique, Option Finance, **Jean-Pierre Lac**, président, Lyon Place Financière et Tertiaire, **Fabrice Pesin**, médiateur national du crédit, **Jean-Emmanuel Vernay**, directeur général, Invest Securities, **Jean-Bernard Alberola**, directeur général adjoint, Groupe BVA, **Jean-Guillaume d'Ornano**, président-directeur général, Option Finance, **Damien Billard**, directeur général délégué finances, Le Noble Age, **Jean-François Le Martret**, directeur financier, Guerbet et **Gilles Labossière**, directeur financier, Parrot.

Les Rencontres du financement sont, chaque année, l'occasion de décerner les prix du financement de l'économie. Pour cette troisième édition, deux thématiques ont été retenues : l'impact croissant de la révolution digitale sur les services financiers destinés aux entreprises ainsi que les conséquences d'un environnement de taux négatifs sur les produits de dette et de placements. Deux thématiques très actuelles qui témoignent des problématiques avec lesquelles les experts en opération financières doivent chaque jour composer. Avec la remise de trois prix, le jury, composé d'experts et d'observateurs du secteur (Jean-Bernard Alberola, Groupe BVA ;

Sébastien Faijean, IDMidCaps ; Eric Forest, EnterNext ; William Higgons, Stanwahr ; Jean-Pierre Lac, Lyon Place Financière et tertiaire ; Jean-Sébastien Leoni, NGE ; Valérie Nau et Arnaud Lefebvre, Option Finance), a tenu à mettre la lumière sur des opérations financières particulièrement innovantes et abouties. C'est ainsi que trois lauréats se sont vu décerner des prix : l'augmentation de capital de Parrot a reçu le prix Opération sur fonds propres, l'émission d'un Euro PP par Le Noble Age s'est vu remettre le prix Opération du financement par dette et, enfin, l'acquisition par Guerbet de l'activité CMDS de Mallinckrodt a reçu le prix Opération de fusion-acquisition. ■

Les prix du financement de l'économie

- **Opération sur fonds propres** : augmentation de capital de Parrot
- **Opération de financement par dette** : émission d'un EuroPP par Le Noble Age
- **Opération de fusion-acquisition** : acquisition par Guerbet de l'activité CMDS de Mallinckrodt

Merci à tous les participants



Richard Weiss, président, Groupe GTI



Antoine d'Ornellas, chargé d'affaires, Créancio



Jean-Emmanuel Vernay, directeur général, Invest Securities



Fabrice Faure-Dauphin, associé, Allen & Overy



Philippe Bassouls, associé, Banque Hottinguer



Bozana Douriez, directrice générale, BNP Paribas Factor



Emmanuel Quentin, vice-président product marketing, Kyriba



Nadine Veldung, associée-gérante, Oddo Corporate Finance



David Guyot, associé fondateur, Pandat



Grégoire Colombet, analyste, Novafi



Guillaume Jolivet, managing director, financements structurés, Scope Ratings



Philippe Giraud, relations investisseurs, Groupe GTI



Olivier Casanova, chief financier, Tereos



Alain Clot, président, France Fintech



Fabrice Gorgeonnet, directeur adjoint du développement, Caisse d'Epargne, groupe BPCE



Michel Abaza, trésorier, Groupe Safran



Alain Martinez, directeur financier, Ubisoft



Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises



Alexandre Perrin, group financier, Fraikin



Eric Forest, président-directeur général, Enternext



Gilles Labossière, directeur financier, Parrot



Benjamin Madjar, directeur, working capital advisory Emea, Deutsche Bank

A contribué à ce cahier spécial : Chloé Consigny - Photos : Olivier Braive